

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-Etats-Unis-font-une-mauvaise-lecture-de-la-politique-mondiale-du-Bresil-Immanuel-Wallerstein>

« Les Etats-Unis font une mauvaise lecture de la politique mondiale du Brésil »Immanuel Wallerstein

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 6 février 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Commentaire n° 274](#). Fernand Braudel Center, Binghamton University, USA, 1er février 2010

Quand les Etats-Unis se sont d'abord rendus compte vers 1970 que leur prédominance hégémonique était menacée par la puissance économique (et donc géopolitique) croissante de l'Europe occidentale et du Japon, ils changèrent de posture en s'employant à empêcher l'Europe occidentale et le Japon d'adopter des positions trop indépendantes dans les affaires du monde.

Dans les faits, certes pas en paroles, les Etats-Unis leur dirent : jusqu'à présent, nous vous avons traité en satellites, ce qui exigeait de votre part de suivre sans broncher notre leadership sur la scène internationale. Mais aujourd'hui, vous êtes plus forts. Aussi, nous vous invitons à être des partenaires, des junior partners, qui prendront part aux décisions collectives, pourvu seulement que vous ne vous avisiez de prendre trop de libertés. Cette nouvelle politique américaine fut institutionnalisée de multiples façons, notamment par la création du G7, l'instauration de la Commission trilatérale et l'invention du Forum économique mondial de Davos comme lieu de rencontre des élites mondiales « amies ».

Le principal objectif des Etats-Unis était de ralentir le déclin de leur puissance géopolitique. Cette nouvelle politique fonctionna pendant peut-être trente ans. Elle fut finalement défaite par deux événements successifs. Le premier, ce fut la désintégration de l'Union soviétique en 1989-1991 qui priva les Etats-Unis du dernier argument dont ils avaient usé vis-à-vis de leurs « partenaires » pour les empêcher d'être trop « indépendants » sur la scène internationale. Et le second, ce fut le militarisme macho unilatéral, voué à l'échec, du régime Bush. Au lieu de restaurer l'hégémonie américaine, il déboucha sur l'échec dévastateur de 2003 pour les Etats-Unis lorsqu'ils tentèrent d'obtenir l'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies à l'invasion de l'Irak. Pour les politiques néo-conservatrices de Bush, ce fut un retour de flamme total, transformant un lent déclin de la puissance géopolitique américaine en un déclin précipité. Aujourd'hui, tout le monde ou presque reconnaît que les Etats-Unis n'ont plus l'influence qu'ils avaient jadis.

On eût pu croire que les Etats-Unis auraient tiré quelques leçons des erreurs commises par le régime Bush. Ils semblent, cependant, vouloir répéter le même scénario aujourd'hui avec le Brésil. Cette tentative ne prendra pas vingt ans pour se déliter.

La grande décision géopolitique prise par Obama a consisté à transformer les sommets du G8 en sommets du G20. Le groupe clé des pays qui ont été ajoutés aux sommets a été celui des BRIC, également appelé groupe des pays « émergents ». BRIC signifie Brésil, Russie (déjà dans le G8), Inde, Chine.

Ce que les Etats-Unis offrent au Brésil, c'est un partenariat. Cela ressort très clairement du récent rapport d'un groupe de travail du Conseil des relations étrangères (Council on Foreign Relations, CFR), rapport intitulé Les relations Etats-Unis - Amérique latine : une nouvelle direction pour une nouvelle réalité. Le CFR est la voix de l'establishment centriste et ce rapport reflète probablement l'état de la réflexion à la Maison-Blanche.

Le rapport comporte deux phrases cruciales en ce qui concerne le Brésil. La première dit ceci : « Le groupe de travail est d'avis que l'approfondissement des relations stratégiques avec le Brésil et le Mexique ainsi que des efforts diplomatiques repensés avec le Venezuela et Cuba instaureront non seulement davantage d'interactions fructueuses avec ces pays mais, en outre, transformeront positivement les relations Etats-Unis - Amérique Latine ».

La seconde phrase traite spécifiquement du Brésil : « Le groupe de travail recommande que les Etats-Unis partent de la collaboration déjà existante avec le Brésil sur l'éthanol pour développer un partenariat plus cohérent, coordonné et large qui intégrerait une large gamme de questions bilatérales, régionales et mondiales ».

Le rapport a été publié en 2009. En décembre, le CFR a organisé avec la Fundação Getulio Vargas (FGV) un séminaire sur le « Brésil émergent ». Par hasard, ce séminaire a eu lieu juste au moment de la crise politique hondurienne et de la visite au Brésil du président iranien Ahmadinejad. Les participants étatsuniens à ce séminaire ne parlèrent pas la même langue que les Brésiliens. Les Américains pensaient que le Brésil devait se comporter en puissance régionale, c'est-à-dire en puissance sous-impériale. Les participants américains ne pouvaient comprendre la réprobation brésilienne des liens militaires économiques de la Colombie avec les Etats-Unis. Ils pensaient également que le Brésil devait assumer quelques responsabilités pour maintenir l'« ordre mondial », ce qui voulait dire se joindre à la pression des Etats-Unis sur la politique nucléaire de l'Iran, alors que les Brésiliens avaient le sentiment que la position des Etats-Unis sur l'Iran était « hypocrite ». Enfin, tandis que les participants américains voyaient le Venezuela de Chavez comme « loin d'être démocratique », les Brésiliens reprenaient les mots de Lula qui caractérisait le Venezuela comme souffrant d'un « excès de démocratie ».

En janvier 2010, Susan Purcell, une analyste américaine conservatrice, a publié dans le Miami Herald une critique de la politique brésilienne des Etats-Unis, la qualifiant de « voeu pieux ». Elle a peut-être bien raison. De son point de vue, « Washington a peut-être besoin de reconsidérer ses présupposés quant au degré de confiance qu'il peut accorder au Brésil pour traiter des problèmes politiques et de sécurité en Amérique latine d'une façon qui soit également compatible avec les intérêts des Etats-Unis ».

En janvier encore, Valter Pomar, secrétaire aux relations internationales du PT, le parti de Lula, déclarait que l'intention des Etats-Unis, en créant le G20, était de tenter « d'absorber et contrôler des pôles de pouvoir alternatifs, (...) de maintenir une multipolarité sous contrôle ». Il insistait sur le fait que, dans la tension existante entre le soutien aux intérêts capitalistes mondiaux en tant que puissance sous-impériale et le soutien aux « intérêts démocratiques-populaires », le Brésil finirait par se ranger derrière ceux-ci.

Etant donné la puissance accrue de l'Europe occidentale et du Japon au début des années 1970, les Etats-Unis proposèrent à ces pays la promotion au statut de junior partner. La France et l'Allemagne choisirent de s'engager plus avant en 2003 sur la voie d'un rôle mondial indépendant. Et le Japon, par son élection nationale en 2009 et son élection municipale à Okinawa en 2010, semble à présent choisir la même voie. Le Brésil, étant donné sa puissance accrue, s'est vu proposer un junior partnership seulement en 2009. Il semble exiger un rôle mondial indépendant presque immédiatement.